

Données géopolitiques et géostratégiques malgaches

Labodiplo - Jean-Pierre Razafy-Andriamihaingo (*) - 06/07/14

En ce début du XXIème siècle, et plus précisément au sortir de la plus grave crise qu'elle ait connue depuis son indépendance en 1960, Madagascar, la quatrième plus grande île du monde, est dans la position d'une puissance rendue vulnérable aux menaces tant extérieures qu'intérieures.

LA PROBLEMATIQUE DE L'INSULARITE

Tout au long de son histoire, Madagascar l'île « au bout du monde » devenue un Etat unitaire au XIXème siècle, n'a jamais cessé de se débattre autour d'un questionnement fondamental : faut-il ou non s'ouvrir sur l'extérieur et comment ?

Les données psychologiques récurrentes, que le temps tend à cristalliser, alimentées par un nationalisme aux contours confus, n'ont jusqu'à ce jour pas permis de le résoudre. Toujours est-il que l'insularité de Madagascar souffre de façon typique du caractère de l' « iléité » décrite par les géographes comme une propension exagérée du culte de la spécificité pour mieux faire valoir une identité culturelle conçue comme unique. Ce qu'elle est effectivement, mais ce caractère unique a-t-il besoin d'être autant martelé ?

Or, cette « iléité », Japonais comme Britanniques, pour ne prendre que leur exemple, dont les îles se situent elles aussi à l'appendice de deux autres continents majeurs, l'ont toujours connue eux également et l'ont toujours pratiquée...avec succès. Bien avant les Malgaches. Il se trouve que ces deux peuples, après avoir subi, chacun à des époques différentes, les assauts répétés d'agressions extérieures tout au long de leur histoire respective, ont tôt su forger au moyen d'une maîtrise de leur ouverture sur le large leur pleine indépendance, dont elles continuent de s'enorgueillir à juste titre.

Mais, peut-être que la plus grande différence avec Madagascar est-elle que, la Grande Ile, qui recèle des ressources naturelles immenses – contrairement au Japon et à la Grande-Bretagne – , avait par contre trop tôt subi les convoitises agressives des nations et opérateurs extérieurs, en particulier dès le début du XIXème siècle, avant même – et, alors même – qu'elle n'ait eu le temps ou la capacité de se doter d'une structure étatique capable d'exploiter ces ressources et de maîtriser la destinée d'une nation par ailleurs hétérogène.

Maintenant que depuis 1960, la parenthèse coloniale antérieure étant révolue, l'Etat malgache moderne existe, doté de tous les attributs de la souveraineté et bénéficiant de tous les avantages d'un ordre international régi par les conventions internationales, ce déficit de maîtrise demeure pourtant singulièrement récurrent, certes à un moindre degré (les périodes fastes des années 1960 à 1969, puis de 2002 à 2008 le prouvent), mais qui fait apparaître des failles, potentiellement d'autant plus menaçantes, voire dangereuses, dans ce monde hyper mouvant et travaillé par de nouvelles interférences très insidieuses.

Ce complexe insulaire a toujours entraîné certains paradoxes : de tous temps, Madagascar fut visitée, d'abord par des Arabes (certains historiens évoquent même l'arrivée d'Hébreux), puis par des Indonésiens et des Océaniens, auxquels se sont mêlés des Africains (à moins que ceux-ci aient été entraînés dans le sillage des Arabes), ensuite par des Indo-Pakistanaïtes et des Chinois, et enfin par des découvreurs européens (Portugais, Néerlandais, Anglais et Français), ce qui démontre que beaucoup de routes maritimes convergeaient sur Madagascar. Mais, plutôt que d'ouvrir la Grande Ile sur le large, comme le firent tôt Japonais et Anglais pour la prospérité de leur île respective, les Malgaches ont en quelque sorte sanctuarisée la leur. Et aujourd'hui encore, si sur la cartographie géopolitique et géostratégique internationale, l'océan indien occidental compte deux points de passage stratégiques répertoriés que sont le Canal du Mozambique et le Cap de Bonne Espérance, en ce qui concerne le premier son contrôle échappe totalement à Madagascar, la France s'en étant emparé à travers les Iles Eparses et le Mozambique étendant largement sa zone d'exploitation pétrolière tout au long de ce Canal qui porte son nom...D'autre part, ce même canal du Mozambique est devenu une route maritime de première importance stratégique avec la circulation de plus en plus fréquente de supertankers pétroliers ou gaziers qui ne peuvent pas emprunter le Canal de Suez devenu trop exigü. Or, là aussi, en se refermant sur elle-même Madagascar est dépourvue de toute installation mobile ou fixe d'observation, à défaut de contrôle, ses côtes et terres littorales, mais

aussi son écosystème marin et sous-marin, étant en permanence soumis à tous les aléas engendrés par cette circulation accrue qui se déroule hors de son regard.

TYOLOGIE DES DEFICITS ET MENACES

Or, les vulnérabilités dont souffre Madagascar, les défis qu'elle a à relever et les menaces qui la guettent, sont aussi nombreux que variés.

A – Au titre des vulnérabilités, il y a essentiellement le facteur humain et le déficit structurel, ce dernier étant la résultante du premier.

Tout d'abord, notons le manque patent de compétence de la classe politique et des serviteurs de l'Etat (1); puis, l'absence récurrente d'hommes et de structures capables de relever le défi économique-stratégique régional (2); ensuite, les handicaps de la communication, accentuant l'enclavement géographique, la non-valorisation du capital humain et le culte des particularismes (3).

(1) Les relents de la féodalité persistent à Madagascar. Au niveau de l'action publique, ils se traduisent par la course effrénée à la conquête de fiefs institutionnels de toutes natures, au résultat de laquelle chaque « titulaire de fief » (ce qui se traduit, entre autre, par la notion galvaudée de « chef d'institution ») est amené à le circonscrire, peut-être à le valoriser, mais en tout cas à des fins purement catégorielles, claniques ou partisans. Dès lors, les notions même d'intérêt public, de mission de service public, de bien public ou de la res publica sont loin d'être au cœur de l'action, cette fois-ci politique. Ceci est vrai tant de la part des membres de la classe politique que des serviteurs de l'Etat, dont d'ailleurs la frontière des compétences et prérogatives respectives reste volontairement floue, ce qui ne peut que nourrir – à dessein - la confusion des genres en toutes circonstances.

(2) Au plan régional de cet océan indien occidental où la place et le rôle de Madagascar et des Malgaches devraient être déterminants, on constate au contraire que **la Grande Ile et ses habitants sont cernés par leurs voisins immédiats.** Cette réalité géopolitique est ignorée à tous les niveaux de l'Etat comme des forces vives d'une nation malgache ayant trop tendance au fatalisme et à vivre en vase clos. De plus, sur le plan des affaires et de la vision économique, à Madagascar la culture d'entreprise fait singulièrement défaut. S'il y a pléthore de rentiers, autre traduction des relents féodaux, il n'y a par contre aucun capitaine d'industrie malgache digne de ce nom (le cas de Marc Ravalomanana faisant à cet égard figure d'exception, et qui ne fait que confirmer la « règle »), capable d'investir et de gagner des marchés, ce qui rend par ailleurs très difficile toute politique économique de « préférence nationale ». Seuls des étrangers résidents à Madagascar, tels les Indo-Pakistanaïens, s'adonnent à l'acte d'investissement, d'ailleurs avec d'autant plus de succès qu'ils savent se solidariser et que partout, dans ce vaste bassin de l'océan indien occidental qui leur est quasiment dédié, ils sont « chez eux » puisque dans tous les pays du pourtour de Madagascar (voir ci-dessous) ils y sont également présents dans tous les secteurs économiques. L'autre donnée géopolitique ramène à la stratégie, Madagascar étant géographiquement « cernée » par des intérêts qui souvent lui sont divergents : à l'Ouest elle est face à la puissante Afrique du Sud sur son flanc méridional, dont la vocation de leader naturel du continent africain et de place forte économique s'affirment d'année en année au plan mondial, ce qui incite ce grand pays à composer avec les puissances dominantes et à se tourner vers eux plutôt que de considérer son voisinage immédiat; au Mozambique de façon frontale, dont la croissance économique le place parmi les pays africains les plus attractifs et qui se passe de Madagascar pour le contrôle du canal du même nom ainsi que l'exploitation des ressources pétrolières, énergétiques et halieutiques qui s'y trouvent ; à la Tanzanie et au Kenya sur son flanc septentrional, pays dont la vocation touristique et le décollage économique sont compromis par un activisme islamique intégriste croissant, cet aspect étant accentué par une extension géographique de la piraterie maritime en océan indien occidental, et la proximité avec l'archipel des Comores, terre d'Islam, constitue un autre facteur à évaluer. A l'Est Madagascar est face : à la France avec l'île de La Réunion, dont les intérêts économiques sur la Grande Ile sont multiples (même s'ils ont connu une régression par rapport aux années 1960), s'y ajoutant que la présence française enserme en fait Madagascar dans une sorte d'étau stratégique, puisque qu'au Nord-ouest c'est encore la France à travers Mayotte qui garde un œil plongeant et que de façon épars – le mot est de circonstance – cette même France marque une présence insistante, sur fond de considérations économique-stratégiques grandissantes, en renforçant son contrôle des Iles Eparses dont la souveraineté est disputée. Toutes ces forces externes agissent comme un faisceau insidieux sur tout le système névralgique malgache, et il est certainement temps que les hauts responsables comme le simple citoyen ouvrent leurs yeux sur cette réalité.

(3) Le défaut de communication interne, quant à lui, constitue un autre handicap majeur. Hormis les manifestations psychologiques et comportementales relevées plus haut (voir : «La problématique de

l'insularité »), les phénomènes de l'enclavement sont de deux ordres à Madagascar : tout d'abord, une géographie physique et humaine contraignante, qui interdit notamment toute extension du réseau ferroviaire et des grands axes routiers (pourtant planifiés, initiés et exécutés durant la colonisation et partiellement poursuivis dans les années 1950-1960 et 2002-2009), sauf à entreprendre des travaux colossaux à large échelle; ensuite une hétérogénéité étendue et une dispersion importante de la localisation humaine (laquelle est d'ailleurs parfois mouvante dans certaines régions reculées), rendant difficile la mise en place de connexions de proximité et inter-communales ; en second lieu, et se superposant au handicap géographique pour en accentuer la lourde pesanteur, intervient une conception totalement erronée et malheureusement persistante de la nature même de la population malgache, politiciens et savants continuant (paraît-il, par « commodité de langage ») d'user trop facilement du terme « ethnie » pourtant lourd de conséquences, s'inscrivant ainsi – certes involontairement – dans la ligne idéologique du général Gallieni, le « pacificateur de Madagascar », et du pouvoir colonial d'antan, lesquels entendaient diviser pour mieux régner en désignant « dix-huit ethnies ». Or, cette sorte de « mosaïque des peuples malgaches » est unique en son genre, ce qui la caractérise avant tout et singulièrement au-delà de l'apparence des particularités régionales, c'est que la population malgache jouit d'une unité de langue et d'un fonds civilisationnel commun (contrairement à la réalité africaine, voire même de beaucoup de pays européens : quoi de commun entre un Breton et un Savoyard ?, entre un Milanais et un Vénitien ?, entre un Rhénan et un Prussien ?, entre un Ecossais et un Anglais ?, entre un Catalan et un Galicien ?, pour ne donner que ces quelques exemples, ne sont-ce pas sémantiquement de véritables ethnies ?...). Une telle erreur d'appréciation s'agissant de la population malgache, dépasse le simple niveau sémantique, et a ses traductions tout aussi erronées en matière de conception politique et de disposition communicative interne. Assurément, cette erreur empêche toute valorisation nationale du capital humain malgache, sauf à savoir valoriser et optimiser les bienfaits de la diversité culturelle malgache dans ce qu'elle génère comme immense potentiel de créativité, et explique à bien des égards ce phénomène de particularismes locaux si pesant, le tout formant autant de facteurs de régression en termes de cohésion sociale, de conception unitaire et de dynamisme économique.

B – Tant que Madagascar et les Malgaches ne sauront pas prendre la mesure exacte des trois types de vulnérabilités ci-dessus, ils ne pourront que difficilement concevoir un dispositif suffisamment réactif, curatif et porteur pour affronter les défis qu'ils se doivent de relever au plus vite, et écarter les menaces qui les guettent.

- **Sur le plan économique, il convient de choisir l'image d'un édifice qui doit reposer sur un solide quadrilatère** : une nécessaire vision globale pour dégager un horizon clair, identifié et mobilisateur parce qu'elle doit parler à l'esprit et au cœur ; elle doit se traduire par une conception doctrinale d'ensemble englobant l'état actuel et prévisible de l'économie mondiale, régionale et nationale, ce qui suppose une capacité prospective, de prévision et d'anticipation ; concrètement, tout ceci doit se décliner en une stratégie d'action définie sur le long terme afin d'organiser nos forces et atouts, et compenser nos faiblesses ; et, enfin, l'ensemble a à s'appliquer, dans le tempo et dans l'espace nationaux, à travers une planification rigoureuse comportant un caractère directif, notamment à travers des dispositions normatives pour tout ce qui concerne les domaines structurels, et des chiffrages incitatifs s'agissant des objectifs à atteindre pour le court, le moyen et le long termes. La mobilisation nationale indispensable des forces vives, de la force de travail, de l'épargne et de l'investissement, ainsi que la constitution tout aussi indispensable d'un minimum de capital technique et une valorisation du capital humain, sans parler de la cohésion sociale recherchée, toutes ces conditions préalables à tout redressement pérenne n'auront de sens réel et ne pourront se concrétiser qu'au moyen d'un édifice conceptuel et concret reposant sur un quadrilatère tel qu'exposé ci-dessus.

- **La diplomatie malgache se doit, quant à elle, de tenir étroitement compte des réalités relevées et des nécessités préconisées, non pas pour se contenter d'accompagner le relèvement de Madagascar, mais bien afin de lui ouvrir en amont comme en aval**, dans un volontarisme politique et un esprit de patriotisme économique et culturel, toutes les portes et les opportunités sur le plan international (cf. *nos développements in « La diplomatie au cœur du développement de Madagascar », en date du 18 mars 2014 sur ce même Blog – archives de mars 2014*). A ce titre, si la coopération et l'aide internationales sont nécessaires, il ne faut point s'en contenter au risque d'accentuer pour des générations et des générations un statut de "pays assisté", le but ultime à atteindre est, à terme, d'être en mesure de s'en passer pour leur supplanter une stratégie internationale basée sur un partenariat équilibré et, progressivement, sur une concurrence maîtrisée, au moins sur des secteurs où Madagascar dispose d'atouts avérés.

- **S'agissant du système institutionnel**, tant qu'on n'aura pas résolu les problématiques exposées dans les considérations ci-dessus, il est vain de se perdre en conjectures, et à bien des égards dans des discussions vides d'arguments, pour savoir lequel d'un « Etat unitaire » ou d'un « Etat fédéral » serait le mieux à même d'assurer le développement de Madagascar. Par contre, une double évidence s'impose : d'une part, l'Etat central, quel que soit le degré d'avancement de l'autonomie régionale et locale, doit impérativement maîtriser l'immensité de l'espace malgache, et la vocation correspondant aux spécificités de chaque région

ou localité doit obéir à un principe de répartition et de subsidiarité des compétences ; d'autre part, le Parlement doit certainement contribuer à servir le redressement national, en particulier par le vote, sur projets gouvernementaux, de lois de programmation économiques et structurelles (en adéquation avec les objectifs quantitatifs et financiers, autant que dans le temps, définis par le plan national), afin de mobiliser les ressources financières et techniques sur le long terme et créer une dynamique structurelle.

- Compte tenu des vulnérabilités géopolitiques régionales évoquées plus haut, notamment au regard de l'expansion de la menace islamiste radicale, les considérations et interactions internationales, régionales, inter-régionales et nationales doivent être vues avec un souci sécuritaire suffisamment aiguë, de façon à prévenir toute éventualité. Or, sur le plan interne malgache certains faits sont non seulement à surveiller de près, mais surtout à évaluer et à interpréter avec le maximum d'exactitude :

1./ la persistance des graves troubles à l'ordre public que provoquent les « dahalo » dans le grand sud aride, pauvre et vulnérable aux tentations criminelles, constitue un terreau potentiellement favorable à un possible maillage, dans un premier temps « dormant », de groupes terroristes dont les visées peuvent être en lien avec le terrorisme et le banditisme internationaux ;

2./ d'autres poches d'infiltration possible de cette menace extérieure sont constituées par l'extension inquiétante des champs d'exploitation sauvage ou tolérée de minerais de pierres précieuses et semi-précieuses, où l'insécurité est déjà patente, où toutes les dérives engendrées par la misère s'ouvrent à toutes les éventualités, et où les négociants étrangers venus d'horizons lointains avec des activités non-traçables, sans aucune attache avec le tissu économique malgache, règnent en maîtres ;

3./ l'hypothèque islamique radicale doit désormais constituer une question permanente à considérer avec sérieux. Les données de la question peuvent se résumer ainsi : l'Islam à Madagascar était jusqu'à récemment confiné dans son rôle confessionnel traditionnel éloigné des connexions economico-religieuses internationales. Or, désormais cette dernière dimension, qui s'accompagne d'une vision rigoriste, existe à Madagascar, notamment avec la venue de la branche sunnite islamique, qui développe parallèlement à ses investissements des activités caritatives et de prosélytisme. Certes, la prédominance à Madagascar des Eglises chrétiennes traditionnelles est une réalité, mais dans sa conception de la spiritualité et de la religiosité, le Malgache est loin d'être dogmatique, ce qui explique aujourd'hui sa nette propension au syncrétisme et à l'œcuménisme religieux (le FFKM en est la traduction institutionnelle), et son pragmatisme naturel le conduit aussi à intégrer facilement les enseignements de certaines sectes religieuses venues d'Amérique. Théoriquement, l'acceptation d'une extension possible de l'Islam (confortée aujourd'hui par la multiplication de mosquées dans les grandes villes malgaches), aidée par les connexions economico-religieuses évoquées ci-dessus, n'est donc plus à écarter, avec cette réserve, qui au final ne serait qu'apparente, celle d'un Islam intégriste et rigoriste qui ne tolérerait aucune ouverture mais qui, on le voit un peu partout en Afrique, saura de toute façon l'imposer par la violence le moment venu. Il faut ajouter à cela qu'il n'est pas exclu qu'un jour Madagascar connaisse sur son sol les effets collatéraux de la compétition planétaire que se livrent Sunnites et Chiites, sachant que l'Iran est un nouveau venu à Madagascar (attiré par nos ressources énergétiques, notamment l'uranium) comme aux Comores, et que parmi la puissante diaspora indo-pakistanaise à Madagascar se trouve une obédience islamique de plus en plus active...

On le voit, les enjeux géopolitiques et géostratégiques, très loin d'être épuisés dans leur évaluation avec ce modeste exposé qui n'a d'autre ambition que d'attirer l'attention des uns et des autres sur leur dimension et pesanteur s'agissant de Madagascar, sont multiples et appellent pour ce grand pays doté d'énormes potentiels, un renforcement structurel et mental plus que significatif, tant au niveau de l'Etat qu'au niveau de l'individu.

Jean-Pierre Razafy-Andriamihango

** Je remercie le Docteur Robert Razafindramanana d'avoir bien voulu me fournir certaines informations factuelles importantes quant à certaines réalités sur terrain à Madagascar.*

Source : <http://labodiplo.wordpress.com/2014/07/>

(*) Biblio de Jean-Pierre RAZAFY-ANDRIAMIHAINGO :

Ancien ambassadeur de Madagascar en France, ancien avocat à la Cour de Paris et ancien chargé de conférences et de cours auprès de plusieurs universités françaises. Il a été également consultant-expert auprès de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie.